

Info CGSLB

Accord budgétaire : le crédit-temps fait les frais de l'opération

12/10/2022

On aurait pu attendre en temps de guerre et de crise des réformes plus ambitieuses. Or, c'est de nouveau la méthode de la râpe à fromage qui a été utilisée. La CGSLB ne comprend pas que dans cette situation, le crédo « plus de gens au travail » - base d'une gestion financière saine – n'ait pas été mieux pris en compte.

Réduire les possibilités du crédit-temps ne constitue certainement pas un pas dans la bonne direction pour garder les gens au travail. C'est une pure opération financière d'un gouvernement qui s'attaque aux types de congés les plus utilisés par les travailleurs (parents de jeunes enfants et 50+). De plus, il s'agit d'une énième atteinte envers la concertation sociale qui devrait avoir lieu fin octobre au Conseil national du Travail sur la réforme des systèmes de congés. Une fois de plus, ce gouvernement trahit ses promesses faites lors de son entrée en fonction, à savoir le respect de la concertation sociale.

Pour le Syndicat libéral, étendre encore les flexi-jobs et le travail étudiant est une autre erreur. Alors que le marché travail peine à pourvoir un grand nombre d'emplois à temps plein durables et de qualité, le gouvernement utilise abusivement ce budget pluriannuel pour étendre les flexi-jobs à d'autres secteurs et augmenter la durée du travail étudiant. Certes, il y a quelques bons éléments comme le chèque mensuel sur l'énergie et la taxe sur les bénéfices excédentaires des entreprises du secteur de l'énergie, mais beaucoup de travailleurs finiront par payer les pots cassés.

La CGSLB attend maintenant des informations plus détaillées afin d'évaluer correctement l'impact final des mesures sur le crédit-temps, en particulier



Affiliez-vous : cgsלב.be

